



Conseil économique et social

Distr. générale
21 novembre 2011
Français
Original : anglais

**Comité chargé des organisations
non gouvernementales**
Session ordinaire de 2012
30 janvier-8 février et 17 février 2012

**Rapports quadriennaux pour la période 2007-2010
présentés, par l'intermédiaire du Secrétaire général,
par les organisations non gouvernementales dotées
du statut consultatif auprès du Conseil économique
et social, en application de la résolution 1996/31
du Conseil**

Note du Secrétaire général

Table des matières

	<i>Page</i>
1. Réseau de dirigeants du développement rural	3
2. Centre Shimin Gaikou	4
3. Fédération mondiale des communautés musulmanes Khoja Shi'a Ithna-Asheri	5
4. Fédération mondiale des communautés thérapeutiques	7
5. Organisation mondiale des bouddhistes	9
6. Banque mondiale de l'emploi et de l'alimentation	10
7. World Jurist Association of the World Peace	11
8. World Mission Foundation	13
9. Congrès du monde islamique	14
10. World Safety Organization	15
11. Institut mondial des caisses d'épargne	16
12. Union mondiale des organisations féminines catholiques	18



13. Association mondiale pour l'énergie éolienne	19
14. Worldwide Organization for Women	21
15. Youth with a Mission	23

1. Réseau de dirigeants du développement rural

Statut consultatif spécial, 1999

Introduction

Le Réseau de dirigeants du développement rural s'attache à vaincre les causes profondes de la pauvreté et de la faim et à améliorer le bien-être social et économique des habitants des zones rurales pauvres, essentiellement aux États-Unis d'Amérique. Fondé en 1983 dans le but d'appuyer le développement local au moyen de projets concrets et d'actions éducatives, ainsi que du perfectionnement et de la mise en réseau de dirigeants ruraux, le Réseau s'intéresse principalement aux zones éternellement pauvres qui ont connu l'oppression et dont la plupart comptent une importante population de personnes de couleur.

Buts et objectifs de l'organisation

Le Réseau organise une session de travail sur le développement rural d'une durée d'un mois à l'Université de Californie à Davis, à des fins d'apprentissage et d'échanges, et rassemble des militants en d'autres lieux pour qu'ils puissent se parler et débattre ensemble des problèmes ruraux. Il renforce l'engagement, la confiance, les connaissances et la formation des dirigeants débutants qui mènent des projets locaux de développement sous la conduite de tuteurs. Ceux-ci ont le loisir de continuer à étudier sans cesser de travailler. Ils ont accès à de nouveaux fonds, ressources, connaissances spécialisées et contacts, se rassemblant pour apprendre, dialoguer et agir dans le cadre d'un réseau multiculturel. Le Réseau vient en aide aux dirigeants ruraux afin d'accroître les capacités des populations rurales pauvres, qui s'appuient sur leurs propres forces, et de favoriser leur développement.

Changements significatifs dans l'organisation

Il n'y a pas eu de changement significatif.

Contribution de l'organisation aux travaux de l'ONU

Tous les ans, le Réseau fait venir des femmes rurales au siège de l'ONU et présente des activités, essentiellement dans le cadre de la Commission de la condition de la femme. Ces quatre dernières années, il a participé aux activités suivantes aux sessions de la Commission, à New York : le 27 février 2007, il a conduit un dialogue sur le thème « Les femmes rurales combattent la violence contre les filles »; le 29 février 2008, au sein d'un groupe de travail, il a conduit un dialogue sur le thème « Financer l'autonomisation des femmes rurales »; le 2 mars 2009, au sein d'un groupe de travail, il a dirigé les débats sur le thème « Les femmes rurales face à la crise financière actuelle »; le 6 mars 2010, au sein d'un groupe de travail, il a dirigé une discussion sur le thème « Les femmes rurales des États-Unis et Beijing+15 ». Le Réseau a constitué un groupe de représentants ruraux au sein de la Commission et a convoqué des réunions de ce groupe le 4 mars 2010.

Participation aux réunions de l'ONU

Il n'y a pas eu de participation.

Coopération avec les entités des Nations Unies

Ces quatre dernières années, le Réseau a collaboré principalement avec la Commission de la condition de la femme et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

Initiatives prises par l'organisation à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

Le Réseau a appuyé la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) de la façon suivante : pour ce qui est de l'objectif 1, en renforçant les dirigeants ruraux et en les aidant à lutter contre la pauvreté et la faim, en travaillant avec de petits agriculteurs (en particulier des agriculteurs appartenant à une minorité) et des travailleurs agricoles dans des jardins collectifs, en renforçant les marchés et la création de revenus, en améliorant les conditions de travail et en accueillant des séminaires sur le web; pour ce qui est de l'objectif 7, en œuvrant en faveur d'une agriculture durable et de la bonne gestion des terres autochtones; en accueillant l'Assemblée nationale des réseaux à Lancaster, dans le Massachusetts (septembre 2008), Oxfam America, l'organisation Sustainable Agriculture Research and Education (SARE) et des missions agricoles; les orateurs qui sont intervenus à ces occasions comprenaient des représentants de la FAO, de Heifer International, de l'Université de Californie et d'organisations locales; pour ce qui est de l'objectif 3, en promouvant l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.

2. Centre Shimin Gaikou

Statut consultatif spécial, 1999

Introduction

Le Centre Shimin Gaikou (Centre diplomatique des citoyens pour les droits des peuples autochtones) est une organisation locale apolitique créée en mars 1982.

Buts et objectifs de l'organisation

Le Centre s'intéresse à la paix, aux droits de l'homme et aux problèmes concernant l'environnement et le développement, à l'échelle internationale.

Changements significatifs dans l'organisation

En 2010, le Centre a entrepris de renforcer son organigramme et a révisé sa charte de façon à créer un poste de vice-président. Il a également resserré ses relations de travail avec des ONG s'occupant des droits des minorités et il a participé aux activités du Réseau japonais pour l'élimination de la discrimination raciale, qui regroupe des minorités et des ONG œuvrant pour l'application de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale.

Contribution de l'organisation aux travaux de l'ONU

En août 2009, le Centre a présenté une déclaration écrite au Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones à sa deuxième session. Il a également présenté une déclaration écrite au Conseil des droits de l'homme en

septembre 2010. Il a par ailleurs accueilli le Forum international des peuples autochtones sur la diversité biologique, qui regroupait les représentants des peuples autochtones présents à la Dixième Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique, et il a travaillé en étroite coopération avec les organisations s'occupant des questions relatives à l'environnement et aux droits des peuples autochtones.

Participation aux réunions de l'ONU

Le Centre a assisté, à New York, aux sessions de l'Instance permanente sur les questions autochtones de mai 2007, avril-mai 2008, mai 2009 et avril 2010; à Genève, à celles du Conseil des droits de l'homme de septembre 2008, septembre-octobre 2009 et septembre-octobre 2010; à Genève également, à la session du Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones d'août 2009 et, à Nagoya (Japon), à la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique d'octobre 2010.

Coopération avec les entités des Nations Unies

En 2008, le Centre a contribué à l'élaboration d'un document conjoint présenté au Haut-Commissaire aux droits de l'homme par le Réseau des organisations non gouvernementales japonaises de défense des droits de l'homme, à l'occasion de l'examen dont le Japon était l'objet au titre de la procédure d'examen périodique universel. Il a traduit la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (résolution 61/295 de l'Assemblée générale, annexe) et l'a publiée au Japon. En juillet 2009, il a présenté des informations sur l'application de la Déclaration au Japon au Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones à sa deuxième session, en réponse à une invitation de ses membres. En mai 2010, il a tenu des consultations avec le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme à Tokyo.

Initiatives prises par l'organisation à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

En mai 2007, le Centre a organisé un séminaire sur les peuples autochtones et le développement en marge de la quarantième réunion annuelle de l'Asia Development Bank, à Kyoto (Japon). En octobre 2010, il a aidé à organiser à Tokyo un colloque international intitulé « Poverty reduction and biodiversity in developing countries: what roles should NGOs play? » (Réduction de la pauvreté et diversité biologique : quels rôles les ONG doivent-elles jouer?), en sa qualité de membre dirigeant du groupe de travail sur le développement du Réseau civil japonais pour la Convention sur la diversité biologique.

3. Fédération mondiale des communautés musulmanes Khoja Shi'a Ithna-Asheri

Statut consultatif spécial, 2007

Introduction

La Fédération mondiale des communautés musulmanes Khoja Shi'a Ithna-Asheri est une organisation confessionnelle communautaire et une organisation non

gouvernementale humanitaire. Elle contribue à la mission de l'ONU en venant en aide, dans le cadre de ses projets, à des milliers de personnes dans plus de 25 pays. Elle continue à apporter des contributions significatives à la réalisation des OMD.

Buts et objectifs de l'organisation

Les objectifs fondamentaux de la Fédération consistent à promouvoir la foi, à atténuer la pauvreté et à fournir une éducation. Leur réalisation est assurée par les services de la Fédération chargés des secours et du développement, des soins de santé, de l'éducation, du parrainage de l'éducation, de l'éducation islamique et des affaires familiales. La Fédération s'est fixé pour mission de « créer de vibrantes communautés spirituelles au service de l'humanité ».

Changements significatifs dans l'organisation

La Fédération a procédé à des modifications mineures de sa charte afin de clarifier le processus d'admission de ses nouveaux membres. Elle a progressé dans la réalisation de ses objectifs internationaux de développement et est devenue membre d'organisations telles que la Conférence des organisations non gouvernementales ayant des relations consultatives avec les Nations Unies, les Organisations non gouvernementales britanniques d'outre-mer pour le développement international, l'Association mondiale des organisations non gouvernementales et la campagne internationale End Water Poverty (Mettre fin à la pauvreté en eau). Elle est par ailleurs devenue signataire des Principes de comportement pour le Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et pour les ONG dans l'exécution de programmes de secours en cas de catastrophe.

Contribution de l'organisation aux travaux de l'ONU

La Fédération dispense des services essentiels dans plus de 25 pays, dans des domaines tels que les secours en cas de catastrophe, les soins de santé, l'hébergement et la construction, les moyens de subsistance durables, l'eau et l'assainissement, le développement local, l'éducation, le parrainage de l'éducation et le renforcement des capacités. Elle en fait bénéficier les pauvres et les personnes démunies dans le cadre de projets humanitaires, par l'intermédiaire de ses membres et partenaires régionaux. Elle travaille en étroite coopération avec des ONG nationales et internationales dans des domaines d'intérêt commun ayant trait au développement international.

Participation aux réunions de l'ONU

En 2009, des représentants de la Fédération ont assisté, à Genève, à la session de fond du Conseil économique et social consacrée à l'examen de la santé publique mondiale; présenté une déclaration écrite sur ce thème à l'occasion de l'examen ministériel annuel; et présenté un rapport sur les meilleures pratiques au groupe de la société civile au sujet de son projet sanitaire dirigé par la collectivité.

En 2010, des représentants de la Fédération ont assisté à des auditions interactives informelles de l'Assemblée générale (en juin) et ont présenté une déclaration écrite sur l'autonomisation des femmes au Conseil économique et social lors de l'examen ministériel annuel.

Coopération avec les entités des Nations Unies

Les membres et les partenaires de la Fédération ont travaillé en collaboration avec diverses entités des Nations Unies telles que le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF).

Initiatives prises par l'organisation à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

Comme suite à un appel mondial concernant l'eau, la Fédération a mis des projets en chantier en Inde, au Kenya, au Pakistan et en République-Unie de Tanzanie et a procuré de l'eau potable et des services d'assainissement à 21 570 personnes entre 2007 et 2010. Tous les ans, le 22 mars, elle observe la Journée mondiale de l'eau et elle s'est engagée, avec ses membres, à faire porter ses efforts sur cette ressource indispensable. Le 7 avril, elle observe la Journée mondiale de la santé, à l'occasion de laquelle elle fait connaître l'existence des quatre cliniques ophtalmologiques et des quatre centres sanitaires qu'elle a établis en Inde et au Pakistan. Entre 2007 et 2010, 43 333 patients défavorisés ont fréquenté les centres sanitaires et 26 803 patients nécessiteux se sont fait soigner dans les cliniques ophtalmologiques. Le 2 avril, la Fédération observe la Journée mondiale de sensibilisation à l'autisme dans son centre pour autistes de République-Unie de Tanzanie en sensibilisant la population de l'endroit à ce handicap. Le centre fournit un cadre adapté et structuré qui répond aux besoins sociaux et éducatifs de 25 enfants autistes. Par ailleurs, la Fédération met en chantier un projet annuel de secours visant à atténuer la pauvreté. Au cours de la seule année 2010, des denrées alimentaires de première nécessité ont été fournies à 100 691 personnes réparties dans 17 pays. Entre 2007 et 2009, des milliers de personnes défavorisées ont bénéficié d'une aide similaire. Le 19 août, la Fédération observe la Journée mondiale de l'aide humanitaire en cherchant à susciter de l'intérêt pour ses projets humanitaires par le canal de la presse écrite. Son programme novateur de parrainage éducatif, dont la philosophie a été revue en 2007, a permis de faire suivre des études primaires à 5 682 enfants et des études plus poussées à 1 316 autres enfants dans neuf pays en développement. Dans le cadre de ses programmes de secours aux pays frappés par une catastrophe, elle fait immédiatement acheminer des secours et exécute des projets de reconstruction et de relèvement à court, moyen et long termes qui ont de profondes répercussions sur la vie de milliers de familles déplacées.

4. Fédération mondiale des communautés thérapeutiques

Statut consultatif spécial, 1991

Introduction

La Fédération mondiale des communautés thérapeutiques est une organisation mondiale composée de quatre fédérations régionales (couvrant l'Europe, l'Europe orientale, l'Asie et l'Amérique latine) qui travaillent de concert avec le mouvement mondial des communautés thérapeutiques pour faire reconnaître et accepter plus largement l'approche thérapeutique des communautés.

Buts et objectifs de l'organisation

La Fédération s'est fixé pour buts et objectifs : a) grâce à son leadership international, de favoriser l'identification, la compréhension et la coopération à l'intérieur du mouvement thérapeutique mondial; et b) de faire reconnaître et accepter plus largement l'approche thérapeutique des communautés par les organismes sanitaires et les systèmes de prestations sanitaires d'organismes internationaux et nationaux, ainsi que par les gouvernements et le public. De 2007 à 2010, elle a continué à se développer, le nombre de ses membres ayant sensiblement augmenté en Amérique latine, en Europe orientale et dans les pays d'Asie.

Changements significatifs dans l'organisation

Il n'y a pas eu de changement dans la philosophie de l'organisation.

Contribution de l'organisation aux travaux de l'ONU

Des représentants de la Fédération ont assisté à la réunion internationale des organisations qui s'est tenue à Genève en novembre 2008 et ont participé au débat général avec d'autres organisations telles que l'Organisation mondiale de la santé, l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, Amnesty International, le Mouvement de la Croix-Rouge et le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida.

Participation aux réunions de l'ONU

Il n'y a pas eu de participation.

Coopération avec les entités des Nations Unies

Il n'y a pas eu de coopération.

Initiatives prises par l'organisation à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

La Fédération publie un bulletin d'information trimestriel qui lui permet d'informer ses membres et ses collègues, répartis dans 56 pays, de recherches en cours, de problèmes internationaux et des activités menées par l'ONU.

Informations supplémentaires

Tous les deux ans, à ses conférences, la Fédération décerne les prix O. Hobart Mowrer et Harry Sholl, qui sont très convoités. Le prix Mowrer récompense le dévouement et les compétences exemplaires de personnes extérieures aux communautés thérapeutiques. Les candidats retenus sont des professionnels du traitement ou de la prévention de l'abus de substances, des scientifiques, des philosophes, des universitaires, des chercheurs, des membres de gouvernement ou des bénévoles. Le prix Sholl est décerné à des membres de la Fédération qui ont fait preuve d'une grande compétence et d'une volonté sans faille d'atteindre les objectifs thérapeutiques des communautés.

5. Organisation mondiale des bouddhistes

Statut consultatif général, 1995

Introduction

L'Organisation mondiale des bouddhistes, qui a son siège à Bangkok, représente ses centres régionaux, répartis dans le monde entier, et en coordonne les activités. Elle a pour buts de promouvoir la pratique et les enseignements du bouddhisme auprès de ses membres et de faire en sorte que tous les bouddhistes fassent preuve de solidarité et de fraternité entre eux. Elle dispense des services sociaux, éducatifs, culturels et humanitaires au profit de tous, sans considération de race, de religion ou de croyance.

Buts et objectifs de l'organisation

Tous les deux ans, la conférence générale de l'Organisation, qui est accueillie par un de ses centres régionaux, rassemble des représentants et des observateurs. La conférence de 2008 s'est tenue à Senso-ji (Japon). En 2010, elle s'est tenue à nouveau à Colombo (Sri Lanka), où l'organisation a été fondée. À la conférence générale participent également l'Organisation mondiale des jeunes bouddhistes et l'Université mondiale des bouddhistes, qui tiennent leurs propres réunions tout en se joignant aux activités conjointes organisées pendant la conférence.

Changements significatifs dans l'organisation

Il n'y a pas eu de changement significatif.

Contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

Grâce aux dons généreux de ses centres régionaux, l'organisation peut intervenir rapidement en cas de crise humanitaire et de catastrophe naturelle, ses représentants locaux dans les centres régionaux les mieux informés des besoins humanitaires étant souvent à même de coordonner les fonds et d'en faire une bonne utilisation, ou de procéder à une intervention appropriée. Par l'intermédiaire de son réseau mondial, elle est aussi en mesure de demander immédiatement de l'aide, comme cela a été le cas lors de la récente catastrophe causée par le tsunami au Japon.

Participation aux réunions de l'Organisation des Nations Unies

Il n'y a pas eu de participation.

Coopération avec les entités des Nations Unies

Il n'y a pas eu de coopération.

Informations supplémentaires

L'Organisation mondiale des bouddhistes compte de plus en plus de membres et est convaincue qu'elle peut continuer à apporter une contribution importante et efficace à l'amélioration de l'humanité.

6. Banque mondiale de l'emploi et de l'alimentation

Statut consultatif spécial, 2003

Introduction

La Banque mondiale de l'emploi et de l'alimentation (World Job and Food Bank) est une organisation canadienne caritative à but non lucratif, fondée en 1986.

Buts et objectifs de l'organisation

La Banque cherche à atténuer la pauvreté, le chômage chronique, la maladie, la faim, la privation de logement et leurs causes, au Canada et dans d'autres pays.

Changements significatifs dans l'organisation

Il n'y a pas eu de changement significatif.

Contribution de l'organisation aux travaux de l'ONU

En 2003, la Banque a mis en chantier un projet d'éducation rurale dans les montagnes de la province chinoise du Sichuan, à l'appui des OMD. Ce projet a bénéficié du soutien actif du Gouvernement canadien par l'intermédiaire de l'Agence canadienne de développement international, qui a participé au projet. La Banque continue à appuyer et à guider les activités du projet ci-après :

- a) Construction et entretien d'écoles dans quatre villages de montagne, y compris la fourniture de matériel informatique;
- b) Formation de professeurs d'écoles élémentaires, destinée à améliorer leurs techniques et leurs normes d'enseignement;
- c) Formation d'agriculteurs aux techniques agricoles et d'élevage, destinée à réduire la pauvreté;
- d) Formation de femmes aux droits humains et à la santé des femmes.

Le projet de formation professionnelle et technique exécuté à Jakarta a démarré en 1989. Il vise à instaurer l'égalité des sexes et à donner aux femmes pauvres et aux mères célibataires les moyens d'être autonomes en leur fournissant un emploi stable et de quoi assurer leur autosuffisance matérielle. Il continue à dispenser une formation professionnelle et à aider les femmes à créer de petits commerces.

En 2002, La Banque s'est associée à l'Agence canadienne de développement international et à Gems of Hope, une ONG canadienne, pour mettre à exécution un projet de microcrédit et de renforcement de la société civile en Bolivie. Ce projet de développement, toujours en cours, vise à améliorer les conditions de vie des Boliviennes les plus pauvres et de leur famille au moyen de projets bancaires. Il vise également à développer les aptitudes de certaines catégories de personnes à faire du commerce et à se procurer des revenus, un accent particulier étant mis sur les femmes et leur perception de leur propre valeur et de leurs capacités.

Le projet consistant à dispenser des services de conseil à Calgary (Canada), qui a débuté en 2000, fait désormais partie intégrante de la vie de la population immigrée, de plus en plus importante, de la ville. Il fournit conseils et appui aux

personnes âgées immigrées qui sont maltraitées et aux familles et aux enfants en situation de crise. Bon nombre de ses plus de 1 500 clients proviennent de familles dysfonctionnelles dans lesquelles il y a un fossé générationnel et culturel. Un certain nombre de familles sont socialement désavantagées et certaines ont de graves problèmes domestiques et familiaux. Le projet fait diminuer la violence domestique et la criminalité à Calgary et dans les environs. Il fournit des conseils sur les moyens de remédier à la violence et à la maltraitance domestiques, enseigne aux personnes âgées immigrées à communiquer afin qu'elles puissent s'intégrer et s'adapter à la culture canadienne et crée une atmosphère positive et accueillante dans laquelle des immigrés venant d'horizons divers et ayant une situation familiale et un profil différents peuvent se sentir bien accueillis, aimés et en sécurité. Il y a également des ateliers, des orateurs invités et des cours sur la santé. Tous les services sont dispensés dans différentes langues par un travailleur social agréé.

En mai 2008, dans le cadre de son projet de secours aux victimes du tremblement de terre qui s'est produit dans la province chinoise du Sichuan, la Banque est intervenue en envoyant dans les zones sinistrées 500 tentes qu'elle avait collectées.

Participation aux réunions de l'ONU

La Banque a participé à la quarante-huitième session de la Commission du développement social, à New York en 2010, et à la réunion que le Conseil économique et social a tenue à New York en 2009 afin de sélectionner des ONG.

Coopération avec les entités des Nations Unies

La Banque a parrainé et appuyé le Comité sans papier par l'intermédiaire du Conseil économique et social.

Initiatives prises par l'organisation à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

La Banque a mené les activités suivantes pour appuyer l'objectif 1 en Asie, en Amérique du Sud et au Canada : formation d'agriculteurs destinée à leur permettre d'accroître leur rendement (1 500 personnes); formation d'agriculteurs et de femmes à l'élevage (500 personnes); formation d'agriculteurs à la culture de légumes dans des villages (400 familles); fourniture à des agriculteurs de semences de cucurbitacées et de carottes d'excellente qualité (300 familles); formation de femmes entrepreneurs, postérieure à l'obtention d'un crédit, et renforcement de leurs capacités (10 000 femmes).

7. World Jurist Association of the World Peace

Statut consultatif spécial, 1967

Introduction

La World Jurist Association of the World Peace a été fondée en 1963 après qu'eut été demandée avec insistance, à l'échelle internationale, la création d'une instance indépendante et ouverte dans laquelle des juges, des avocats, des professeurs de droit et d'autres professionnels du monde entier pourraient œuvrer ensemble au renforcement et à l'extension de l'état de droit et des institutions

correspondantes. « Un monde régi par le droit, et non par la force », telle est la mission de l'association depuis sa création.

Buts et objectifs de l'organisation

L'association continue, en étroite coopération avec les gouvernements, les organisations non gouvernementales et les associations internationales, à promouvoir un dialogue constructif sur la paix dans le monde au moyen de l'état de droit. Avec notre appui, des décideurs du monde entier travaillent ensemble en tant que personnes plutôt qu'en tant que représentants de tel pays, telle classe ou telle idéologie.

Changements significatifs dans l'organisation

L'association a connu des changements significatifs ces quatre dernières années. En 2010, elle a nommé un nouveau vice-président. Entre 2007 et 2011, elle a recruté de nouveaux collaborateurs, qui sont aussi des avocats internationaux. En 2009, son statut a été modifié de façon que son processus de prise de décision soit plus simple et plus efficace et permette la création d'un comité exécutif chargé de conseiller le Conseil des gouverneurs. De plus, l'association a créé, au sein de celui-ci, un poste de Président des pays membres de la Communauté d'États indépendants pour renforcer ses relations avec les pays membres de l'ex-URSS et être mieux à même d'incorporer leurs vues dans ses travaux. Enfin, de 2009 à 2011, elle a modifié le mode de recrutement de ses membres de façon à dispenser des services plus efficacement.

Contribution de l'organisation aux travaux de l'ONU

Les travaux de l'association sont étroitement alignés sur ceux de l'ONU et l'association est fière d'avoir contribué à faire progresser l'action de l'Organisation. Depuis la fin 2006, celle-ci a réaffirmé son attachement à un programme de travail incluant la question de l'état de droit.

Participation aux réunions de l'ONU

Les membres du Conseil des gouverneurs de l'association facilitent activement les échanges d'informations entre les entités des Nations Unies et l'association. Bien que celle-ci ne dispose pas de fonds suffisants pour dépêcher des membres de son personnel à toutes les réunions, elle fait en sorte de porter périodiquement à l'attention de ses membres les activités de l'ONU, du Conseil économique et social et de la Conférence annuelle des organisations non gouvernementales ayant des relations consultatives avec les Nations Unies. Récemment, les pages de son site web consacrées aux médias sociaux l'ont rendue mieux à même de faire connaître périodiquement à ses membres les informations qu'elle reçoit.

Coopération avec les entités des Nations Unies

L'association a nommé un représentant spécial auprès de son Conseil des gouverneurs afin qu'il l'aide à saisir les occasions de coopérer avec les entités des Nations Unies.

Initiatives prises par l'organisation à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

Durant la période considérée, l'association a examiné quatre questions clefs étroitement liées à la réalisation des OMD, à savoir : les politiques migratoires; les changements climatiques et les problèmes connexes de développement durable; le règlement des conflits; l'élimination du terrorisme.

Informations supplémentaires

En 2010, l'association a entrepris de se revivifier, d'intensifier sa présence à l'échelle internationale, d'utiliser les outils modernes que sont les médias sociaux et d'accroître les fonds dont elle dispose de façon à pouvoir continuer à s'acquitter de sa mission.

8. World Mission Foundation

Statut consultatif spécial, 2007

Introduction

La World Mission Foundation est une organisation non gouvernementale qui a pour but de se mettre au service des membres de communautés recevant des services relatifs au VIH/sida et d'améliorer leurs conditions de vie.

Buts et objectifs de l'organisation

La fondation mobilise l'opinion au sujet de questions sanitaires et sociales dans les pays d'Afrique et dispense des services d'éducation, d'information et de prévention (sensibilisation) dans des écoles et des collectivités et à des familles, des veuves et des orphelins.

Changements significatifs dans l'organisation

La fondation axe sa mission médicale sur la lutte contre le sida, l'adoption d'un programme éducatif à destination d'orphelins du sida et la prestation de services de santé à des populations rurales.

Contribution de l'organisation aux travaux de l'ONU

À l'aide de programmes d'éducation collectifs, la fondation appuie l'action de l'ONU et du Conseil économique et social en matière de développement. Elle a versé des fonds à Haïti – après le passage d'un cyclone – et au Japon par l'intermédiaire de la Commission de la condition de la femme. Elle a collaboré avec l'organisation United Families International en 2008 dans le cadre d'un programme spécial d'éducation de jeunes dans l'est du Nigéria. Elle organise des activités de sensibilisation, d'éducation, d'information et de prévention relatives au VIH/sida dans de nombreuses villes des États-Unis tous les trimestres.

Participation aux réunions de l'ONU

La fondation a assisté à la quarante-quatrième session de la Commission de la population et du développement en avril 2011 et a fait des déclarations à l'appui des OMD. Elle est membre du comité des ONG pour le VIH/sida, ainsi que du comité

de planification et du comité des manuels de la Commission de la condition de la femme. Elle a participé à la réunion de haut niveau sur le VIH/sida qui s'est achevée récemment.

Coopération avec les entités des Nations Unies

La fondation appuie l'action de l'ONU en accordant des bourses d'études à 10 orphelins du sida d'une école privée du Nigéria, en répondant aux besoins de soins médicaux de populations rurales à l'aide d'une mission médicale annuelle et en s'associant avec des réseaux locaux d'ONG et des ONG privées pour éduquer les jeunes relativement au VIH/sida et éliminer la pauvreté.

Initiatives prises par l'organisation à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

La « campagne des croisés de la Fondation contre le VIH/sida » contribue à sensibiliser aux dangers du VIH et à prévenir le sida. Elle a donné lieu au lancement de programmes d'éducation dans des zones rurales et d'un projet d'éducation d'orphelins du sida. Elle donne lieu également à des conférences et à des sessions de formation pendant lesquelles des experts informent des responsables politiques, des jeunes et le public au sujet de questions de santé et du VIH/sida. Elle a créé un club du VIH/sida pour des jeunes et un club de santé pour des enfants scolarisés et elle a élaboré un programme d'enseignement concernant le VIH/sida dans des écoles primaires.

9. Congrès du monde islamique

Statut consultatif général, 1967

Introduction

Fondé en 1926, le Congrès du monde islamique est l'organisation internationale musulmane la plus ancienne et la seule organisation musulmane à avoir été élue plusieurs fois au conseil de la Conférence des organisations non gouvernementales. Il promeut la Charte des Nations Unies et œuvre pour la paix dans le monde sur la base de la fraternité universelle, de la promotion des droits de l'homme et du dialogue interconfessionnel. Conformément à sa charte, il a un président et deux vice-présidents, l'un originaire d'Asie et l'autre d'Afrique. Il compte un certain nombre de bureaux dans le monde et coordonne ses travaux avec ceux d'autres ONG visant les mêmes objectifs. Les fonds dont il dispose proviennent essentiellement de cotisations de membres et d'organisations associées.

Buts et objectifs de l'organisation

Le Congrès s'emploie à instaurer la coopération interconfessionnelle pour créer une atmosphère de tolérance et croit fermement à la fraternité universelle sans discrimination. Il s'emploie aussi à désamorcer les conflits, en particulier ceux découlant des différences religieuses, par l'éducation et la sensibilisation.

Changements significatifs dans l'organisation

Il n'y a pas eu de changement.

Contribution de l'organisation aux travaux de l'ONU

Le Congrès promeut les objectifs de l'ONU dans le monde entier en collaborant avec les organismes des Nations Unies et des ONG sœurs.

Participation aux réunions de l'ONU

Les représentants du Congrès participent activement aux réunions qui se tiennent au siège de l'ONU.

Coopération avec les entités des Nations Unies

Le Congrès a des représentants à Genève, Vienne et Bangkok. Il a été représenté à la quatrième session du Conseil des droits de l'homme en mars 2007, à sa sixième session en septembre et décembre 2007, à sa septième session en mars 2008, à sa huitième session en juin 2008, à sa neuvième session en septembre 2008, à sa dixième session en mars 2009, à sa onzième session en juin 2009 et à sa douzième session en septembre-octobre 2009. Dans une lettre adressée au Secrétaire général de l'ONU, le Secrétaire général du Congrès a demandé que l'ONU intervienne dans la partie du Cachemire occupée par l'Inde pour mettre un terme au massacre de musulmans et aux violations flagrantes des droits de l'homme. Les représentants du Congrès auprès du Conseil des droits de l'homme ont participé à toutes les sessions, réunions, conférences et séminaires relatifs aux droits de l'homme qui se sont tenus à Genève en 2010. Ils ont assisté à la cinquante-deuxième session de la Commission de la condition de la femme à New York, en février 2008.

Initiatives prises par l'organisation à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

Le Congrès promeut les OMD au moyen de son magazine mensuel international et à la faveur de réunions consultatives et de contacts.

10. World Safety Organization

Statut consultatif spécial, 1987

Introduction

La World Safety Organization a pour but de faire connaître dans le monde entier les pratiques, savoir-faire, arts et techniques en matière de sécurité et de prévention des accidents.

Buts et objectifs de l'organisation

L'organisation appuie les activités de groupes nationaux et internationaux assurant la protection des personnes, des biens, des ressources et de l'environnement. Elle a pour buts d'encourager les échanges d'informations et de données d'expérience entre ses membres, de collaborer avec d'autres organisations internationales dans des domaines d'intérêt commun, de promouvoir l'amélioration constante des techniques de sécurité et de prévention des accidents et d'œuvrer pour un niveau universel de professionnalisme et de compétence parmi ses membres et en dehors de ses membres.

Changements significatifs dans l'organisation

Il n'y a pas eu de changement.

Contribution de l'organisation aux travaux de l'ONU

En 2007, un représentant de l'organisation a assisté à une réunion de la Coalition contre le travail des enfants et de l'Association des fabricants de chocolat qui portait sur les enfants dont on se sert pour récolter le cacao en Afrique de l'Ouest.

Participation aux réunions de l'ONU

En juin 2007, un représentant de l'organisation a participé à la prise des dispositions nécessaires pour assurer l'hébergement des représentants présents à la cinquante et unième session du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique. En octobre 2009, à Bonn (Allemagne), un représentant de l'organisation a présenté la conférence plénière de clôture du troisième atelier international du Programme des Nations Unies pour l'exploitation de l'information d'origine spatiale aux fins de la gestion des catastrophes et des interventions d'urgence. En octobre 2010, un représentant a pris la parole lors de la célébration de la Journée mondiale de l'habitat, à New York.

Coopération avec les entités des Nations Unies

Ces deux dernières années, un représentant de l'organisation a travaillé sur un projet financé par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), concernant la sécurité routière au Liban. Il a conduit, dans des écoles et des universités, un certain nombre de séminaires sur la promotion de la sécurité routière dans la vie quotidienne dans ce pays.

Initiatives prises par l'organisation à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

En juillet 2007, un représentant a adressé des observations et des suggestions au Département du travail des États-Unis au sujet de propositions de modification des lois sur le travail des enfants. À sa conférence annuelle, l'organisation tient une table ronde sur les moyens d'améliorer l'environnement. Les minutes de cette table ronde sont adressées aux missions des pays membres de l'ONU auprès de celle-ci.

11. Institut mondial des caisses d'épargne

Statut consultatif spécial, 1971

Introduction

L'Institut mondial des caisses d'épargne est une des plus importantes associations bancaires internationales et la seule entité mondiale représentant les caisses d'épargne et les banques de détail. Fondée en 1924, elle représente les caisses d'épargne et les banques de détail de 89 pays et leurs associations.

Buts et objectifs de l'organisation

L'Institut a pour mission de promouvoir le développement, la solidité et la réputation de toutes ses institutions membres de façon qu'elles soient perçues, à l'échelon tant national qu'international, comme des institutions bancaires professionnelles et efficaces.

Changements significatifs dans l'organisation

Il n'y a pas eu de changement.

Contribution de l'organisation aux travaux de l'ONU

Une des toutes premières priorités de l'Institut est d'élargir l'accès aux services financiers. Cela englobe un certain nombre d'activités et d'initiatives qui vont dans le sens de la politique de l'ONU en faveur du développement du secteur financier, à savoir : dialogue et échanges d'informations périodiques avec le Groupe de conseillers des Nations Unies pour l'ouverture du secteur financier, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Fonds d'équipement des Nations Unies et l'Union postale universelle (UPU), et appui aux pratiques bancaires responsables et durables, dont témoigne le fait que l'Institut est signataire du Pacte mondial.

Participation aux réunions de l'ONU

L'Institut a participé à la réunion spéciale de haut niveau du Conseil économique et social sur le thème « Cohérence, coordination et collaboration dans la mise en œuvre du Consensus de Monterrey », à New York, en avril 2008; au forum sur le commerce organisé à l'occasion de la Conférence d'examen de Doha, en novembre 2010; à la réunion spéciale de haut niveau du Conseil économique et social sur les ressources nationales et internationales nécessaires pour financer la réalisation des OMD existants et émergents, en mars 2010; aux auditions sur les OMD organisées à l'intention de la société civile et du secteur privé, à New York, en juin 2010; et au forum du secteur privé sur les OMD, à New York, en septembre 2010.

Coopération avec les entités des Nations Unies

Des représentants du PNUD ont assisté à la réunion du groupe régional Afrique de l'Institut tenue à Dakar en juin 2007, à la réunion de son groupe régional Asie-Pacifique de juin 2009 et à la réunion annuelle que ses membres d'Amérique latine et des Caraïbes ont tenue à Carthagène des Indes (Colombie) en octobre 2010. L'Institut a participé au colloque sur les transferts d'argent conditionnels liés à l'épargne tenu à New York en novembre 2010. Un représentant du Fonds d'équipement des Nations Unies a participé à la réunion des membres africains de l'Institut à Maseru (Lesotho) en mars 2010 et à la réunion de son groupe régional Asie-Pacifique à Bali (Indonésie) en mai 2010. L'Institut a participé au forum de l'UPU sur le développement des services financiers au moyen de la poste, tenu à Berne en avril 2010, et un représentant de l'UPU a assisté au forum des banques postales tenu au Cap (Afrique du Sud) en octobre 2010. Des représentants de l'initiative Finance du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) ont participé aux réunions susmentionnées de l'Institut à Maseru, Bali et Carthagène.

Initiatives prises par l'organisation à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

En janvier 2010, l'Institut a plaidé en faveur de l'introduction d'une référence pour accéder aux services financiers comme moyen primordial de réaliser les OMD et il a souligné l'importance de l'épargne. Le message était cosigné par cinq autres réseaux financiers et a été adressé à la presse, aux membres de l'équipe spéciale des objectifs du Millénaire pour le développement et aux parties prenantes intéressées.

12. Union mondiale des organisations féminines catholiques

Statut consultatif spécial, 1947

Introduction

Il n'y a pas eu de changement.

Buts et objectifs de l'organisation

Il n'y a pas eu de changement.

Changements significatifs dans l'organisation

Il n'y a pas eu de changement.

Contribution de l'organisation aux travaux de l'ONU

L'Union a contribué aux travaux de l'ONU : en mobilisant en faveur de la dignité des personnes et des droits de l'homme; en promouvant l'éducation des filles; en offrant des opportunités d'alphabétiser les adultes et de tenir des séminaires et des ateliers sur de nombreux sujets, y compris le VIH/sida; en formant des instructeurs (135) en Indonésie (2007, 2010); en créant et en développant des services de santé; en luttant contre le VIH/sida et d'autres grandes maladies au moyen d'ateliers et de sessions de formation; en construisant, aux Philippines, un centre d'accueil pour les femmes et les filles en situation de crise; en portant assistance aux victimes de coups et blessures, de maltraitance et d'exploitation; en créant, en Indonésie, un centre d'accueil pour les femmes et les enfants en situation de crise; en sensibilisant aux dangers de la drogue; en tenant des ateliers et des séminaires visant à promouvoir les droits des travailleurs, ainsi que des cours d'initiation à des activités génératrices de revenus; en organisant un colloque sur la pauvreté en décembre 2009 et en publiant un livre sur les femmes vivant dans la pauvreté en France; en dispensant une éducation concernant la nutrition à des enfants; en publiant, en 2010, une brochure destinée à sensibiliser à la maltraitance domestique au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord; et en organisant un programme visant à former les femmes aux changements climatiques.

Participation aux réunions de l'ONU

Chaque année, l'Union assiste à des séances de l'Assemblée générale, de la Commission de la condition de la femme et de la Commission de la population et du développement. En 2007, elle a assisté à des manifestations parrainées par l'UNICEF concernant la violence contre les filles et la protection des filles contre les mutilations génitales. En 2008, elle a assisté à des réunions sur les droits de

l'homme (octobre) et sur la Convention relative aux droits de l'enfant (décembre), ainsi qu'à la conférence annuelle des organisations non gouvernementales organisée par le Département de l'information. L'Union a coparrainé la réunion sur les meilleures pratiques en matière de santé maternelle qui s'est tenue en septembre 2010 en marge de la Réunion plénière de haut niveau de l'Assemblée générale sur les OMD. À Genève, des représentants de l'Union ont assisté à des séances du Conseil des droits de l'homme, à la Conférence annuelle des organisations non gouvernementales organisée par le Département de l'information, à des points de presse et des ateliers tenus dans le cadre de la Conférence et à la Conférence internationale du travail. De 2007 à 2011, des représentantes de l'Union ont assisté périodiquement à des réunions de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) à Paris et de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) à Rome. Elle a coopéré avec d'autres ONG au sujet de la rédaction de déclarations préliminaires sur la traite, la violence à l'égard des femmes, les droits des enfants, le fœticide et l'infanticide féminins, la pauvreté, l'eau, l'assainissement et le développement social, les femmes et le travail, la prise en compte systématique des droits des femmes, les femmes et le développement et la liberté de religion.

Coopération avec les entités des Nations Unies

En novembre 2010, l'Union a participé, de concert avec l'UNESCO, à la planification d'une manifestation sur le thème « L'Afrique, les femmes et la santé » organisée à l'intention d'adolescents. Certains de ses membres ont demandé à leur section nationale en Afrique d'apprendre et de diffuser les « bonnes pratiques » de personnes vivant en permanence dans la pauvreté. En 2009 et 2010, des questionnaires sur l'éducation en matière de développement durable ont été adressés à tous ses membres. Un document intitulé « Global priority Africa: learning from Africa » (L'Afrique, priorité mondiale : apprendre de l'Afrique), qui décrit de façon détaillée des expériences sur le terrain au Cameroun, en République démocratique du Congo, au Sénégal et au Togo, a été établi.

Initiatives prises par l'organisation à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

L'Union a dispensé une éducation concernant les OMD dans les 66 pays où elle compte des membres. Tous les ans, elle observe la Journée internationale de la femme, la Journée internationale de la famille, la Journée internationale de la paix, la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, la Journée des droits de l'homme et la Journée mondiale de l'alimentation.

13. Association mondiale pour l'énergie éolienne

Statut consultatif spécial, 2007

Introduction

L'Association mondiale pour l'énergie éolienne est une organisation à but non lucratif qui milite en faveur d'un système énergétique mondial entièrement fondé sur les technologies permettant de produire de l'énergie renouvelable, dont l'énergie éolienne serait une pierre angulaire. Elle compte 500 membres et représente le secteur de l'énergie éolienne d'une centaine de pays répartis sur tous les continents.

Ses membres sont des associations nationales agissant en faveur de l'énergie éolienne (représentant 50 000 membres), des sociétés, des institutions scientifiques et des organismes publics.

Buts et objectifs de l'organisation

L'Association vise à accroître la part de l'énergie éolienne et des autres énergies renouvelables dans l'offre mondiale d'énergie et à lui faire atteindre les 100 %. À cette fin, elle fait office de pôle de communication pour tous les acteurs mondiaux de l'énergie éolienne, donne des avis aux gouvernements et aux organisations internationales sur les politiques à suivre pour produire ce type d'énergie et renforce les transferts internationaux de technologie, indispensables pour accélérer la diffusion de cette technologie propre qu'est l'énergie éolienne.

Changements significatifs dans l'organisation

L'Association compte actuellement 500 membres, contre 250 en 2007.

Contribution de l'organisation aux travaux de l'ONU

Le but premier de l'Association est d'accroître la viabilité environnementale, sociale et économique du secteur de l'énergie dans le monde, notamment en faisant diminuer la pauvreté énergétique et en élargissant l'accès à l'énergie, en particulier dans les pays les plus pauvres. Un système énergétique fondé entièrement sur des sources d'énergie renouvelable ne se heurtera pas à bon nombre des problèmes auxquels le système énergétique actuel doit faire face, tels que les changements climatiques, la rareté de l'énergie et l'augmentation de son coût. En ce sens, l'action de l'Association est conforme aux OMD.

Participation aux réunions de l'ONU

L'Association participe, depuis 2007, aux sessions de la Conférence des Parties à la Convention-Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Elle a participé à des manifestations accueillies par l'UNESCO, l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, le PNUD, le PNUE, etc. Elle a contribué, à Bonn en 2008, aux travaux de la neuvième session de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique.

Coopération avec les entités des Nations Unies

L'UNESCO a appuyé les conférences mondiales sur l'énergie éolienne que l'Association a organisées en 2007 (Argentine), en 2008 (Canada), en 2009 (République de Corée) et en 2010 (Turquie). L'Association a contribué à une étude de l'OIT sur les compétences professionnelles et techniques indispensables à la production d'énergie renouvelable.

Initiatives prises par l'organisation à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

L'Association publie périodiquement des informations sur l'énergie éolienne dans son rapport annuel intitulé *World Wind Energy Report*, sur le site web www.world-wind-energy.info et dans l'annuaire semestriel intitulé *Wind Energy International*, qui comprend les rapports à jour d'une centaine de pays ainsi que de

nombreux rapports spéciaux. Par ailleurs, elle coopère avec de nombreux médias et donne des avis aux gouvernements et aux organisations internationales sur les politiques à suivre pour assurer l'essor rapide de l'énergie éolienne. Elle a présenté des propositions sur la manière de rendre la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques plus réceptive à l'énergie renouvelable, en particulier dans les pays en développement.

14. Worldwide Organization for Women

Statut consultatif spécial, 1999

Introduction

La Worldwide Organization for Women est une organisation internationale non confessionnelle à but non lucratif, qui est représentée de façon permanente auprès de l'ONU à New York et des Offices des Nations Unies à Vienne et Genève, ainsi qu'auprès d'entités des Nations Unies au Népal et au Nigeria.

Buts et objectifs de l'organisation

Il n'y a pas eu de changement.

Changements significatifs dans l'organisation

L'organisation a créé un programme éducatif mondial qui permet à des étudiants d'accéder à des instances internationales, dont le Conseil des droits de l'homme, la Commission de la condition de la femme, l'Assemblée mondiale de la santé, l'OMS et la Conférence des organisations non gouvernementales.

Contribution de l'organisation aux travaux de l'ONU

Entre 2007 et 2010, l'organisation a parrainé des groupes de travail de la Commission de la condition de la femme sur les femmes et la valeur du travail non rémunéré, les médias et l'image du corps, l'infanticide féminin, la réussite des femmes à des postes de décision, l'importance des mères dans la société, et les Afghanes et l'éducation. Elle a parrainé des groupes de travail du Conseil des droits de l'homme sur les attaques à l'acide, l'infanticide féminin, les crimes d'honneur et la violence à l'égard des femmes, la traite de femmes et de filles, le mariage précoce, la bioéthique et les réseaux de femmes et les difficultés rencontrées par les femmes en Afghanistan, en Somalie et au Zimbabwe. Elle a mené des travaux de recherche sur des questions relatives à la santé des femmes, a participé au groupe de travail des ONG de la Commission de la condition de la femme sur le droit à la santé et a plaidé pour l'adoption de la résolution du Conseil des droits de l'homme sur la santé maternelle en juin 2009. Elle a siégé au comité directeur du Forum des organisations non gouvernementales sur la santé et a créé et présidé le groupe de travail du Forum sur la santé mentale et le soutien psychosocial. Elle a participé à des ateliers de l'OMS sur la santé sexuelle et procréative, la santé maternelle, le fossé de la santé mentale et l'éducation en matière de santé. Elle a coprésidé le groupe des ONG sur les droits des femmes à la santé, la paix, le vieillissement et les droits de l'homme de la Commission de la condition de la femme. Elle est membre fondateur du comité de la Conférence des organisations non gouvernementales sur l'environnement (Genève) et du comité sur l'éducation dans le domaine des droits

de l'homme, membre du comité sur les femmes et les changements climatiques (New York) et secrétaire du comité de la famille (New York).

Participation aux réunions de l'ONU

De 2007 à 2010, l'organisation a été représentée aux cinquante-deuxième à cinquante-quatrième sessions de la Commission de la condition de la femme (New York), aux quatre-vingt-dixième à quatre-vingt-dix-neuvième Conférences internationales du Travail, aux soixantième à soixante-troisième Assemblées mondiales de la santé et aux sessions du Forum du Sommet mondial sur la société de l'information. Elle a été représentée aux trente-septième à quarante et unième sessions du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et aux quarante-quatrième à cinquante et unième sessions du groupe de travail sur les droits de l'enfant et la santé des enfants.

Coopération avec les entités des Nations Unies

L'organisation a fourni des étudiants stagiaires et des chercheurs assistants au forum de la Conférence des organisations non gouvernementales sur le développement de 2007 à 2010 (Genève); a assisté à des conférences sur la santé maternelle et y a apporté une contribution avec des partenaires de l'UNICEF, du PNUD et du Partenariat mondial pour les femmes et les enfants; a fait des déclarations orales et écrites et contribué à la rédaction de résolutions sur l'éducation dans le domaine de la santé et des droits de l'homme aux sessions du Conseil des droits de l'homme de 2007 à 2010.

Initiatives prises par l'organisation à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

Au Nigeria, des représentantes de l'organisation ont diffusé des informations médicales, formé des aides-soignantes et enseigné des techniques d'éducation des enfants et des règles d'hygiène. Elles ont formé des femmes à la fabrication du savon, au tie-dying et au traitement de la semoule de manioc. Elles ont aussi fourni des microcrédits et pu ainsi accroître les revenus d'un certain nombre de familles et maintenir des enfants à l'école. Elles se sont employées, en collaboration avec les entités administratives et les dirigeants locaux, à faire reculer la pratique des mariages forcés précoces et des pratiques traditionnelles appliquées aux veuves et elles ont créé des programmes d'alphabétisation pour adultes.

Informations supplémentaires

En 2007, l'organisation a construit le deuxième plus grand pont du Nigeria sur la rivière Eze, en levant des fonds et en mobilisant la population locale. Ce pont, qui relie désormais des villages précédemment séparés par une rivière infestée de crocodiles, donne aux femmes l'occasion de vendre leurs produits sur les marchés locaux et facilite l'éducation des enfants. L'organisation a participé à l'équipe spéciale Eleanor Roosevelt constituée pour le sixantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Ses projets ont facilité la création, au Kenya, d'une école pour orphelins du sida. Elle a parrainé la participation d'enfants ruraux à la conférence internationale sur le VIH/sida qui s'est tenue au Kenya en juillet 2007. Au Mozambique, elle a élaboré un programme visant à distribuer des fournitures et des uniformes à des filles pour qu'elles puissent aller à l'école (2007)

et au Rwanda, elle a installé un puits à l'usage d'un orphelinat et centre éducatif (2007).

15. Youth with a Mission

Statut consultatif spécial, 2003

Introduction

Il n'y a pas eu de changement.

Buts et objectifs de l'organisation

Il n'y a pas eu de changement.

Changements significatifs dans l'organisation

Il n'y a pas eu de changement.

Contribution de l'organisation aux travaux de l'ONU

Des ateliers où l'on enseigne la Déclaration universelle des droits de l'homme et l'histoire de l'ONU sont organisés dans les centres de formation de l'organisation au Royaume-Uni et dans d'autres pays. L'organisation vise à faire connaître le rôle de l'ONU dans les pays en développement. Ont été organisées, pour promouvoir les valeurs de celle-ci, les conférences ci-après : « Pursuing peace in a world at war » (En quête de la paix dans un monde en guerre), juillet 2008, Harpenden (Royaume-Uni); « Universal Declaration of Human Rights: the hopes of 1948 and the reality in 2008 » (La Déclaration universelle des droits de l'homme : les espoirs de 1948 et la réalité en 2008), décembre 2008, Harpenden (Royaume-Uni).

Participation aux réunions de l'Organisation des Nations Unies

Entre 2007 et 2009, l'organisation a participé aux cinquante et unième à cinquante-troisième sessions de la Commission de la condition de la femme et aux septième et huitième sessions de l'Instance permanente sur les questions autochtones. En 2010, le Directeur n'a pas été en mesure de participer aux conférences mais il a continué à promouvoir les valeurs acquises ces dernières années.

Coopération avec les entités des Nations Unies

L'organisation s'est associée au Programme alimentaire mondial et aux Volontaires des Nations Unies en Indonésie pour exécuter le projet « Reconstitution des moyens de subsistance après le tsunami à Banda Aceh ».

Initiatives prises par l'organisation à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement

À l'appui de l'objectif 1, l'organisation exécute, en partenariat avec des ONG locales, des programmes alimentaires venant en aide à environ 100 000 personnes en Afrique et en Asie. Dans les seuls pays du Cambodge et de l'Ouganda, une formation à la nutrition a été dispensée à 20 000 mères.

À l'appui de l'objectif 2, l'organisation, en association avec des ONG locales, fournit tous les ans une éducation primaire à environ 20 000 enfants, dans des bidonvilles et des zones rurales de différentes régions du monde.

À l'appui de l'objectif 3, l'organisation organise tous les ans des séminaires sur la création de revenus et l'atténuation de la pauvreté à l'intention de plus 10 000 femmes rurales et autochtones d'Amérique latine, d'Asie et d'Afrique.

À l'appui de l'objectif 6, l'organisation a établi des centres de formation au VIH/sida dans 50 localités d'Afrique et d'Asie. Elle a organisé des cours sur le VIH/sida (sensibilisation et prévention) à l'intention de 50 000 personnes et dispensé des soins à plus de 10 000 victimes du sida dans le monde entier.

À l'appui de l'objectif 7, l'organisation a fourni, en association avec des ONG locales, un accès à de l'eau potable à des îles de la région Asie-Pacifique et amélioré ainsi la qualité de vie de plus de 26 000 personnes. Elle a également dispensé des services sanitaires à plus de 1 000 écoles, en particulier au Cambodge, au Viet Nam, en Thaïlande et au Myanmar. Toutes ces activités se poursuivent actuellement.